



N° 2022-06 / 47

Envoyé en préfecture le 04/07/2022

Reçu en préfecture le 04/07/2022

Affiché le

SLO

ID : 064-216401224-20220623-DGS_2022_06_47-DE

VILLE DE BIARRITZ
DÉPARTEMENT DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES
Arrondissement de BAYONNE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 23 juin 2022

L'an deux mille vingt-deux et le vingt-trois juin,
le Conseil Municipal de la Ville de Biarritz, régulièrement convoqué, est réuni à la Mairie de Biarritz,
sous la présidence de Madame Maider AROSTEGUY, Maire.

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : M. Paul RODRIGUES-REIS

PRÉSENTS : Mme Maider AROSTEGUY (Maire), M. Adrien BOUDOUSSE, Mme Martine VALS (de la question 1 à 36 et de la question 41 à 49), M. Edouard CHAZOUILLERES, Mme Anne PINATEL, M. Fabrice-Sébastien BACH (à partir de la question 3), M. Mathieu KAYSER, M. Xavier DELANNE (de la question 1 à 38 et 40 à 50) (Adjoints au Maire), Mme Géraldine VERGET, Mme Valérie SUDAROVICH, Mme Françoise FORSANS, Mme Muriel DUBOIS-VIZIOZ, M. Eric QUATRE VIEUX, Mme Christelle RODET, M. Sébastien MENARD, Mme Elena BIDEgain (à partir de la question 33), M. Paul RODRIGUES-REIS, M. Didier BARBERTEGUY, M. Guillaume BARUCQ (de la question 1 à 35), M. Jean-Baptiste DUSSAUSOIS-LARRALDE, Mme Corine MARTINEAU (de la question 1 à 33 et de la question 36 à 50), M. Brice MORIN (de la question 1 à la 45 et de la 49 à 50), Mme Nathalie MOTSCH (à compter de la question 3), M. Sébastien CARRERE, M. Patrick DESTIZON (Conseillers Municipaux).

ABSENTS ou EXCUSES : Mme Martine VALS (questions 37, 38, 39, 40, 50) - M. Richard TARDITS, Mme Maud CASCINO, M. Fabrice-Sébastien BACH (questions 1 et 2), Mme Patricia POURVAHAB (procuration à Mme AROSTEGUY), M. Michel LABORDE (procuration à M. RODRIGUES-REIS), Mme Stéphanie GRAVE (procuration à Mme AROSTEGUY), Mme Anne-Cécile DURAND-PURVIS, M. Xavier DELANNE (question 39), Mme Elena BIDEgain (de la question 1 à 32 - procuration à Mme PINATEL), M. Gérard COURCELLES (procuration à M. RODRIGUES-REIS), M. Louis BODIN (procuration à Mme PINATEL), Mme Morane PINAUD BOSQUE (procuration à M. BACH), M. Guillaume BARUCQ (à compter de la question 36), Mme Lysiann BRAO (procuration à M. MORIN), Mme Corine MARTINEAU (questions 34 et 35), M. Brice MORIN (questions 46, 47, 48), Mme Nathalie MOTSCH (questions 1 et 2).

Indemnisation des élus
Compensation financière pour perte de revenus

Madame PINATEL présente le rapport suivant.

Mes chers collègues,

L'article L.2123-1 du Code Général des Collectivités Territoriales fixe les garanties accordées aux titulaires de mandats municipaux, dans l'exercice du mandat.

Chaque conseiller municipal salarié d'une entreprise bénéficie du temps nécessaire pour se rendre et participer :

- ◇ aux séances plénières du Conseil Municipal ;
- ◇ aux réunions des commissions dont il est membre et instituées par une délibération du Conseil Municipal ;
- ◇ aux réunions des assemblées délibérantes et des bureaux des organismes où il a été désigné pour représenter la commune.

Au début de son mandat de conseiller municipal, le salarié qui le demande peut bénéficier d'un entretien individuel avec son employeur portant sur les modalités d'exercice de son mandat au regard de son emploi (cela ne se substituant nullement avec l'entretien annuel d'évaluation mentionné à l'article L.6315-1 du Code du Travail). Ils peuvent ainsi s'accorder sur les mesures à mettre en œuvre pour concilier vie professionnelle et mandat électoral et le cas échéant, sur les conditions de rémunération d'absence consacrées à l'exercice des fonctions d'élus.

Toutefois, l'employeur n'est pas tenu de payer comme temps de travail le temps passé par l' élu aux séances et réunions précitées.

L'article L.2123-1-1

Sous réserve de la compatibilité avec les missions, le conseiller municipal est réputé relever de la catégorie de personne qui disposent, le cas échéant, de l'accès le plus favorable au télétravail dans l'exercice de son emploi.

L'article L.2123-2

Indépendamment des autorisations d'absence dont ils bénéficient dans les conditions prévues à l'article L.2123-1, les maires, les adjoints et les conseillers municipaux ont droit à un crédit d'heures leur permettant de disposer du temps nécessaire à l'administration de la commune auprès de laquelle ils siègent ou qu'ils représentent dans une instance.

Ce crédit d'heures, forfaitaire et trimestriel, est fixé par référence à la durée légale du travail et en fonction de la strate de la commune. Il est égal :

- ◇ à l'équivalent de quatre fois la durée hebdomadaire légale du travail pour les maires des communes d'au moins 10 000 habitants et les adjoints au maire des communes d'au moins 30 000 habitants ;
- ◇ à l'équivalent d'une fois la durée hebdomadaire légale du travail pour les conseillers municipaux de 30 000 à 99 999 habitants.

Les heures non utilisées pendant un trimestre ne sont pas reportables.

Lorsqu'un adjoint ou conseiller municipal supplée le maire dans les conditions fixées par l'article L.2122-17, il bénéficie, pendant la durée de la suppléance, du crédit d'heures fixé au 1^{er} ou au 2^{ème} du présent article.

En cas de travail à temps partiel, ce crédit d'heures est réduit proportionnellement à la réduction du temps de travail prévue pour l'emploi considéré.

Enfin, l'employeur est tenu d'accorder aux élus concernés, sur demande de ceux-ci, l'autorisation d'utiliser le crédit d'heures prévu au présent article, même si ce temps d'absence n'est pas payé par l'employeur.

L'article L.2123-3

Les pertes de revenus subies par les élus qui ne bénéficient pas d'indemnités de fonction peuvent être compensées par la commune.

Cette compensation est limitée à 72 heures par élu et par an ; chaque heure ne peut être rémunérée à un montant supérieur à une fois et demie la valeur horaire du salaire minimum de croissance (SMIC).

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité des voix,

Décide d'appliquer cette compensation dans les conditions suivantes :

- limitation à 72 heures du volume horaire annuel par élu ;
- compensation financière horaire correspondant à la rémunération horaire de l'élus et dans la limite de 1,5 fois le SMIC horaire ;
- paiement au vu des pièces attestant de la perte de revenu et de la présence effective aux séances et réunions susvisées.

Il est précisé que ces compensations ne s'appliquent que pour des réunions à caractère municipal, et donc que pour toute autre où l'élus siège au titre, par exemple, de la Communauté d'Agglomération du Pays Basque, elles ne s'appliquent pas.

ADOpte À L'UNANIMITÉ

Fait et délibéré en séance les mêmes jours, mois et an que dessus, et le présent extrait

Certifié conforme au registre

Biarritz, le 23 juin 2022

Le Maire

